Moniteur micro-économique

Deuxième trimestre de 2002

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Table des matières

Aperçu A

Scène canadienne

Activité économique réelle B
Revenus C
Marché du travail D
Aperçu de la situation des secteurs E
Productivité et compétitivité F
Comptes internationaux G
Mouvements des prix H
Finances publiques I
Marché des capitaux J

103-00086/

Aperçu

L'économie canadienne croît encore vigoureusement au deuxième trimestre...

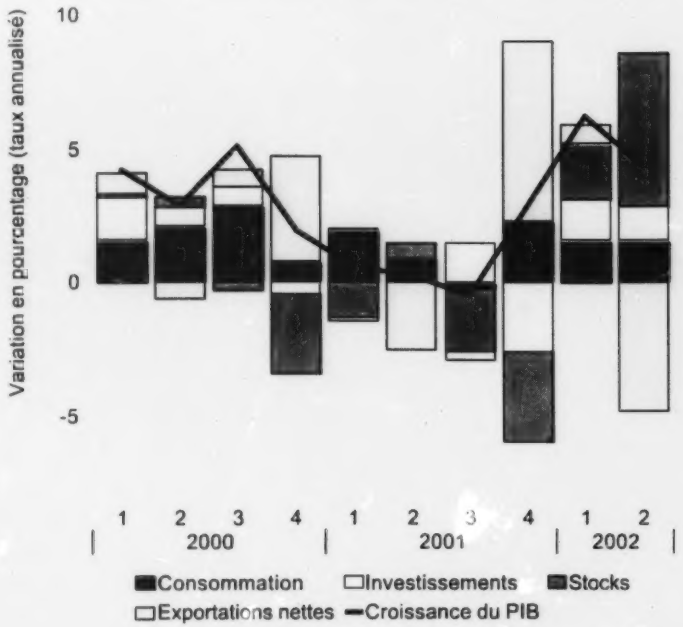
Au deuxième trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a gagné 4,3 % (taux annuel) après avoir augmenté de 6,2 % au premier trimestre. Il s'agit du plus fort taux de croissance enregistré pour deux trimestres de suite depuis deux ans et demi.

La vigueur des dépenses de consommation au chapitre des services et le redressement des investissements des entreprises dans les machines et le matériel ont stimulé la croissance. Les importations ont considérablement progressé pour répondre à la demande intérieure et permettre l'augmentation des stocks. Toutefois, les exportations ont régressé face à la diminution de la demande américaine.

Selon les données mensuelles sur le PIB, l'économie s'est quelque peu essoufflée vers la fin du trimestre. Cependant, des données plus récentes laissent supposer un raffermissement soutenu de l'économie, compte tenu de la vive progression de l'emploi en juillet et en août.

Par ailleurs, la croissance du PIB réel aux États-Unis a sensiblement ralenti pour s'établir à 1,1 % au deuxième trimestre, par rapport à 5,0 % au trimestre précédent. La situation du marché du travail aux États-Unis reste difficile. L'emploi n'y a progressé que très légèrement en juillet et en août après avoir considérablement reculé, surtout dans le secteur manufacturier, pendant plusieurs mois.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel*
(Taux annualisé)



*** Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.**

Source: Statistique Canada

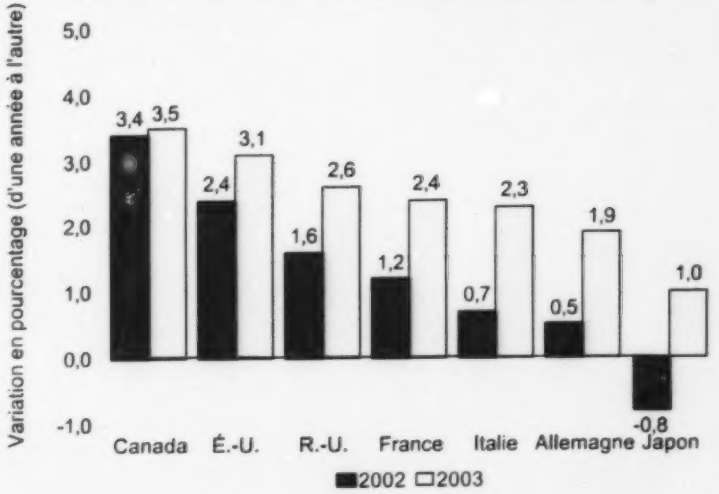
A-1

...et elle devrait figurer en tête du peloton des pays du G-7 en 2002 et 2003

Compte tenu de la conjoncture économique plus faible, surtout aux États-Unis, les perspectives de croissance pour les pays du G-7 ont été révisées à la baisse comparativement à ce qu'elles étaient il y a trois mois, bien que dans une moins grande mesure pour ce qui est du Canada. Le Canada devrait enregistrer le plus fort taux de croissance du PIB réel des pays du G-7 en 2002 et 2003.

Le 4 septembre, la Banque du Canada n'a pas modifié les taux d'intérêt, à la lumière des perspectives plus faibles pour les États-Unis et certains pays d'outre-mer. Pour sa part, la Réserve fédérale américaine n'est pas intervenue, et le taux des fonds fédéraux est resté à 1,75 % en août.

Perspectives de croissance du PIB réel



Source: U.K. Consensus Forecasts, septembre 2002

Scène canadienne

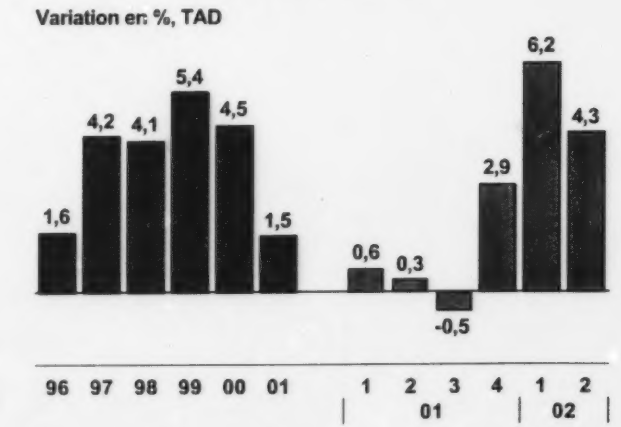
Activité économique réelle

L'économie continue sa vive progression au deuxième trimestre...

Au deuxième trimestre de 2002, le PIB réel a fait un bond de 4,3 % (taux annuel), après avoir gagné 6,2 % au premier trimestre. Il s'agit du meilleur résultat obtenu pendant deux trimestres de suite depuis deux ans et demi.

- **La vigueur des dépenses de consommation relatives aux services et la bonne tenue des investissements des entreprises dans les machines et le matériel ont stimulé cette croissance.**

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada

Un ralentissement marqué de l'activité économique a été constaté aux États-Unis, où le PIB réel n'a progressé que de 1,1 % au deuxième trimestre de 2002, par opposition à 5,0 % au trimestre précédent. La croissance du PIB a été nettement plus forte au Canada qu'aux États-Unis au cours de sept des huit derniers trimestres.

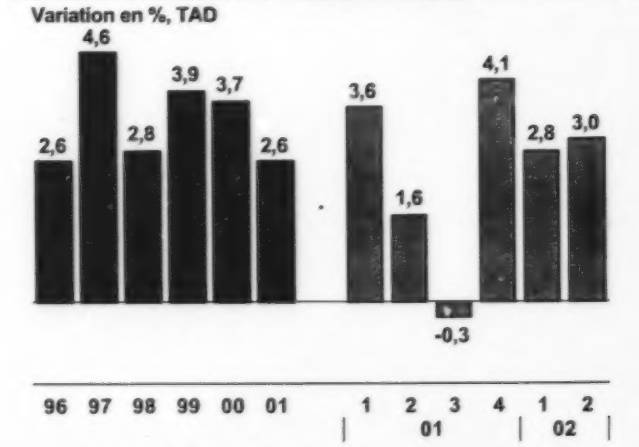
...grâce à la vigueur des dépenses de consommation...

Au deuxième trimestre, les dépenses de consommation ont avancé de 3,0 %, soit un taux semblable à celui du trimestre précédent.

- **La hausse la plus importante a été enregistrée dans les services, qui ont connu une hausse de 5,0 % par rapport à 0,5 % au trimestre précédent. Les services de loisirs sont à l'origine de plus du quart de cette croissance. Les dépenses relatives aux accessoires de maison et aux appareils ménagers ont également profité de la vigueur du marché du logement.**

- **En revanche, les dépenses en biens durables ont fléchi de 0,7 %, les ventes de véhicules glissant de 4,3 %. Toutefois, les achats de véhicules restent près des niveaux record.**

Croissance des dépenses de consommation réelles



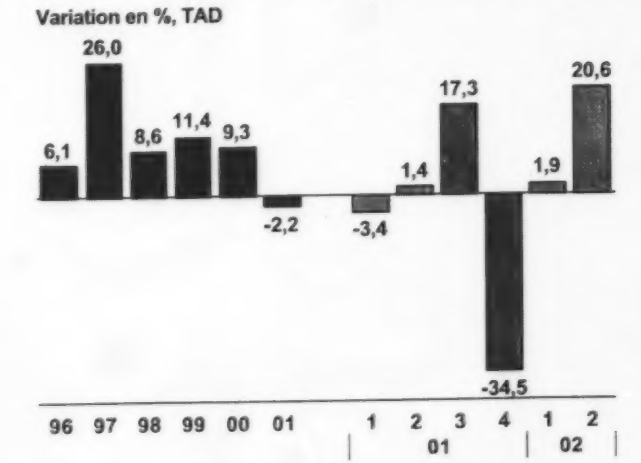
Source : Statistique Canada

...et à la bonne tenue des investissements dans les machines et le matériel

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) ont vivement progressé au deuxième trimestre, soit de 20,6 %, comparativement à 1,9 % seulement au premier trimestre et au glissement de 34,5 % au quatrième trimestre.

- **Cette remontée appréciable est le résultat de la vigueur observée dans les aéronefs et les locomotives ainsi que les ordinateurs et le matériel de bureau.**

Investissements réels dans les machines et le matériel



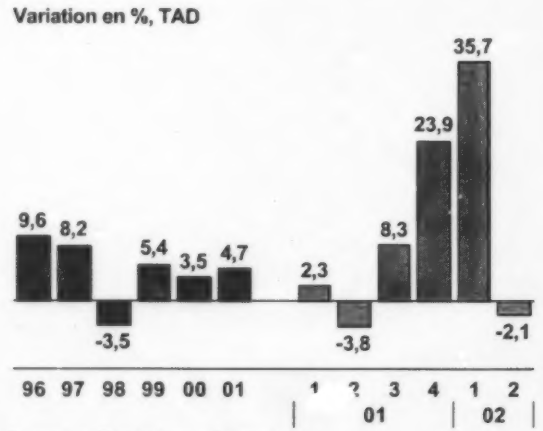
Source : Statistique Canada

Toutefois, l'activité ralentit dans le secteur du logement

Après trois trimestres de croissance notable, les investissements dans la construction résidentielle ont diminué de 2,1 % au deuxième trimestre, en raison surtout du recul de 37 % observé dans la revente de logements.

Par contre, les investissements se sont accrus de 11,9 % dans les logements neufs et de 2,7 % dans les travaux de rénovation.

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

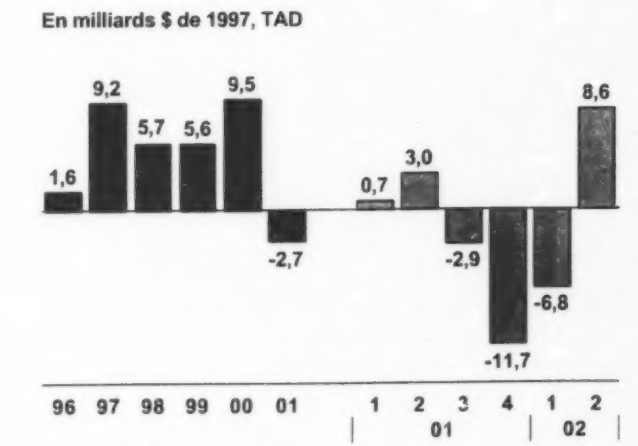
Les stocks se redressent au deuxième trimestre

Les stocks se sont nettement accrus au deuxième trimestre, après avoir fléchi durant trois trimestres de suite. Les investissements dans les stocks se sont élevés à 8,6 milliards de dollars au deuxième trimestre, tandis qu'ils avaient diminué de 6,8 milliards au premier trimestre.

- **Les fabricants, les détaillants et les grossistes sont responsables de cette hausse.**

Le ratio des stocks au chiffre d'affaires s'est maintenu à 0,66, malgré la forte augmentation des stocks. Cela signifie que l'augmentation a été à la hauteur des prévisions de ventes, et qu'une correction importante aux stocks ne sera probablement pas nécessaire au prochain trimestre.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

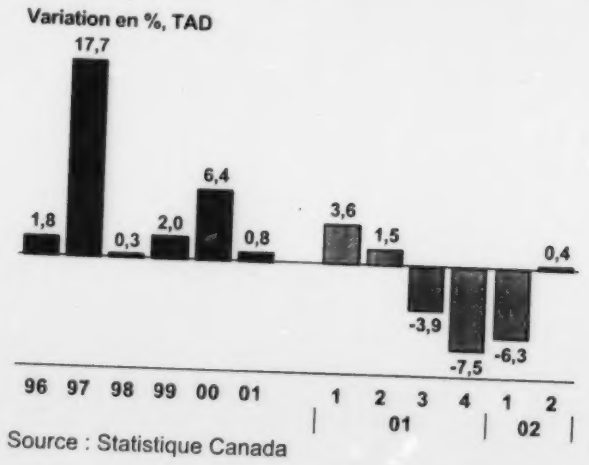


Source : Statistique Canada

La construction non résidentielle effectue une légère remontée

La construction non résidentielle a augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre, ce qui a mis fin à trois trimestres de baisse.

Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

Au deuxième trimestre, les exportations ralentissent tandis que les importations bondissent

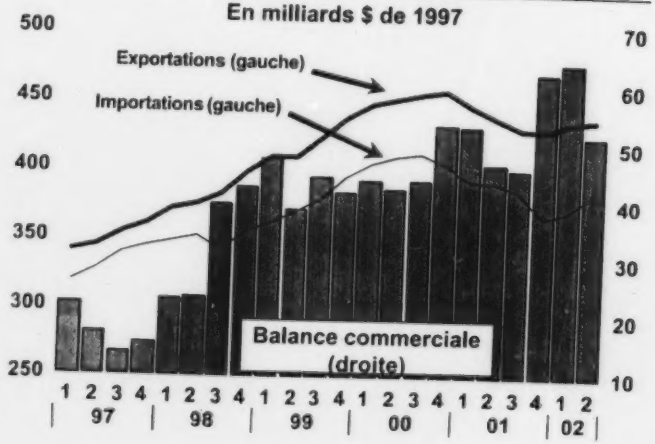
Dans le sillage de l'affaiblissement de la demande aux États-Unis, la croissance des exportations a décéléré au deuxième trimestre.

- **Les exportations réelles n'ont progressé que de 1,8 % au deuxième trimestre, après avoir connu une forte hausse de 5,4 % au trimestre précédent.**

En revanche, la vive demande intérieure a fait grimper les importations.

- **Ainsi, les importations réelles ont gagné 16,8 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 4,3 % au trimestre précédent. Les importations de produits automobiles et de machines et matériel ont été particulièrement fortes.**

Exportations et importations réelles de biens et de services



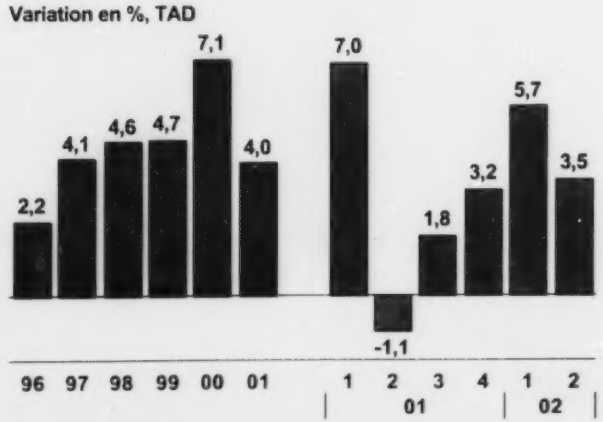
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

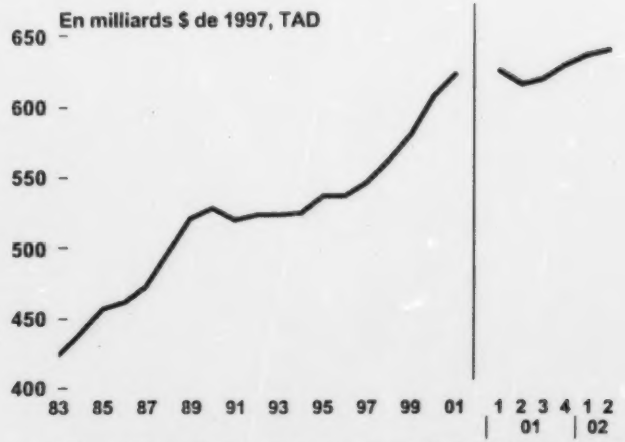
Le revenu disponible des particuliers continue sa remontée...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.
Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au deuxième trimestre, la croissance du revenu personnel s'est établie à 3,5 % (taux annuel) pour une quatrième hausse trimestrielle consécutive. Alors que les revenus d'emploi et les bénéfices des entreprises non constituées en société sont restés vigoureux au deuxième trimestre, les revenus de placements ont encore une fois fléchi à cause de la faiblesse prolongée des taux d'intérêt, du ralentissement marqué des transferts gouvernementaux et de la baisse des transferts non résidentiels.

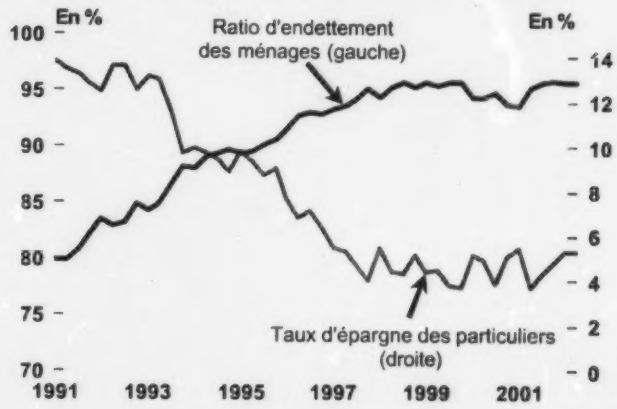
La croissance du revenu disponible réel des particuliers a modéré son allure, passant de 4,2 % au premier trimestre à 2,5 % au deuxième trimestre.

...alors que le taux d'épargne reste stable

Le taux d'épargne des particuliers, en pourcentage du revenu disponible, s'est maintenu à 5,3 % au deuxième trimestre, ce qui est très élevé par rapport au creux de 3,7 % enregistré au deuxième trimestre de 2001.

De même, le ratio d'endettement des ménages (95,8 %), n'a pas changé par rapport au premier trimestre, puisque la dette totale (c'est-à-dire la dette à la consommation et la dette hypothécaire) a progressé au même rythme que le revenu disponible.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

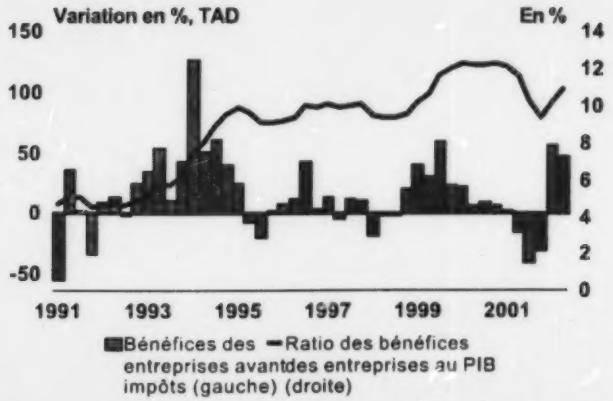
Les bénéfices des entreprises continuent leur progression

Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 45,4 % (taux annuel) après avoir gagné 55,8 % au premier trimestre. Malgré ces hausses, les bénéfices restent inférieurs de 6,5 % au sommet enregistré au premier trimestre de 2001.

- **Les gains ont été observés un peu partout, et près des deux tiers des 24 principaux groupes ont déclaré des hausses, en particulier les industries de la fabrication, du commerce de gros et de détail ainsi que du pétrole et du gaz. Ces gains ont d'ailleurs largement annulé les reculs subis par les industries des ordinateurs et des produits électroniques.**

Au deuxième trimestre, le ratio du PIB aux bénéfices a encore augmenté, passant à 10,9 % par rapport à 10,2 % au premier trimestre. Le ratio reste toutefois inférieur au sommet de 12,2 % qui avait été atteint au premier trimestre de 2000, mais il se rapproche de la moyenne enregistrée pour la période 1990-2000.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

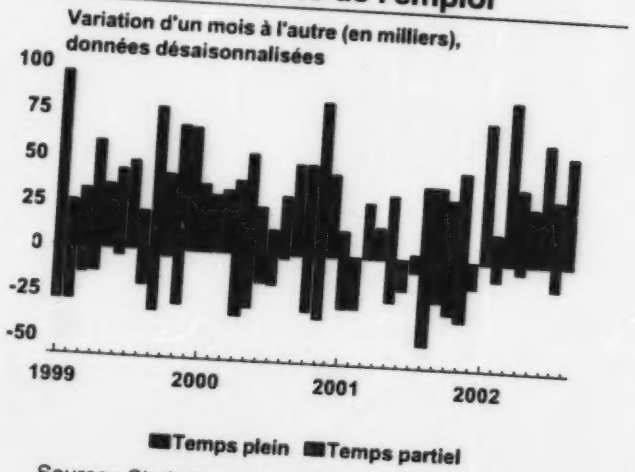
Marché du travail

L'emploi enregistre sa huitième hausse mensuelle de suite en août

En août, 59 000 emplois ont été créés, ce qui porte à 386 000 le nombre total de nouveaux emplois pour les huit premiers mois de 2002, soit une hausse de 2,6 %. Il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée sur une période de huit mois depuis 1994.

La plupart des emplois créés cette année sont des emplois à temps plein (+260 000). Voilà qui contraste avec l'an dernier, où 26 000 emplois à temps plein avaient été perdus, alors que le nombre d'emplois à temps partiel avait augmenté (+39 000).

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

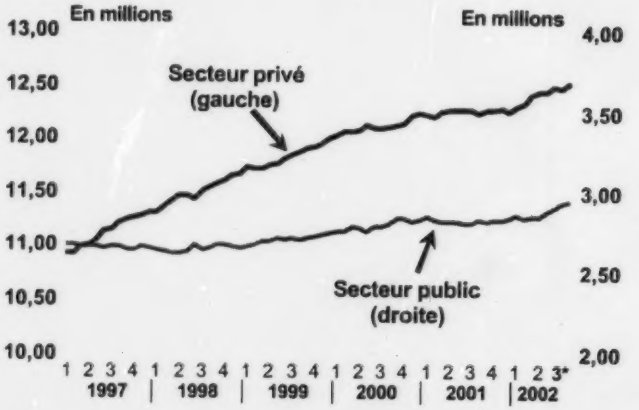
Contrairement au Canada, la situation de l'emploi est difficile aux États-Unis. En effet, on n'a compté que 39 000 emplois non agricoles de plus aux États-Unis en août et 67 000 en juillet, ce qui a contribué à modérer les pertes totales depuis le début de l'année. Les fabricants ont supprimé 68 000 emplois en août, ce qui constitue un grave recul comparativement à la baisse moyenne de 18 000 emplois au cours des quatre mois précédents. Le taux de chômage a perdu 0,2 point de pourcentage pour se situer à 5,7 %.

En août, un plus grand nombre d'emplois sont créés dans le secteur privé que dans le secteur public

En août, les nouveaux emplois dans le secteur privé (+51 000) ont représenté la presque totalité de la croissance des emplois rémunérés. Depuis le début de l'année, le secteur privé est à l'origine de 199 000 nouveaux emplois. Pour sa part, le secteur public a créé 11 000 emplois en août et 113 000 depuis le début de l'année.

On compte 62 000 emplois rémunérés de plus et 3 000 emplois autonomes de moins en août. Durant les huit premiers mois de 2002, on a constaté une hausse de 312 000 emplois rémunérés et de 73 000 emplois autonomes.

Emploi : secteur privé et secteur public



*Seuls les mois de juillet et d'août sont inclus dans les données pour le troisième trimestre de 2002.

Source : Statistique Canada

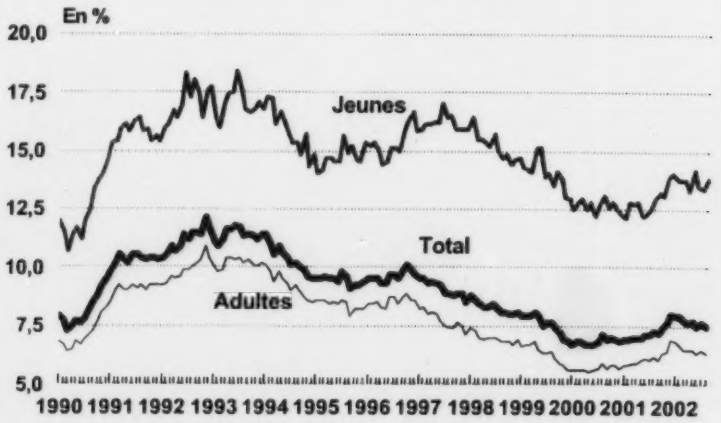
Le taux de chômage baisse très peu puisqu'un plus grand nombre de Canadiens entrent sur le marché du travail

Le taux de chômage a fléchi de 0,1 point de pourcentage en août pour se situer à 7,5 %. Malgré la vive croissance de l'emploi, le taux de chômage n'a perdu qu'un demi-point depuis son sommet de 8 %, enregistré en décembre. Devant l'amélioration de la situation économique, un plus grand nombre de Canadiens ont joint les rangs de la population active. En août, le taux de participation avait atteint un niveau inégalé depuis 1990.

Chez les jeunes, le taux de chômage s'est accru de 0,4 point pour passer à 13,8 %, étant donné que la population active a augmenté davantage (+36 000) que l'emploi (+20 000).

Chez les adultes, le taux chômage a poursuivi sa tendance à la baisse, perdant 0,2 point pour se fixer à 6,3 % en août, à la faveur d'une hausse de l'emploi chez les hommes et les femmes adultes.

Taux de chômage



Source : Statistique Canada

Les emplois créés en août se trouvent principalement en Ontario et en Colombie-Britannique

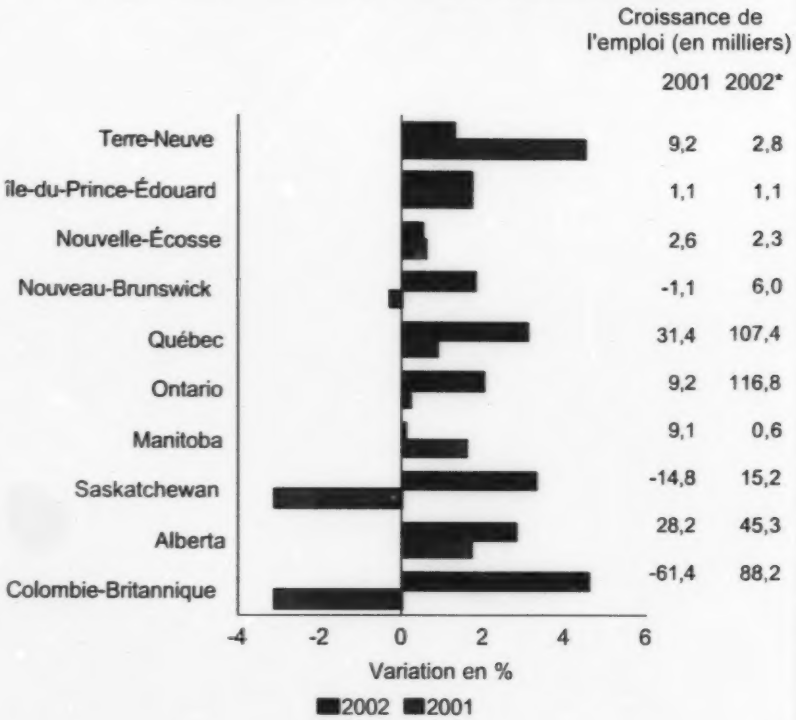
L'Ontario a enregistré une hausse de 44 000 emplois en août, soit la plus forte augmentation depuis janvier 1989. Ainsi, pour les huit premiers mois de 2002, l'Ontario est à l'origine de près du tiers des nouveaux emplois au Canada, la plupart étant dans le secteur manufacturier.

L'emploi s'est replié au Québec (-6 000) en août, mais la province compte 107 000 emplois de plus depuis le début de 2002, grâce aux gains importants observés dans la gestion et l'administration, la construction, les services d'enseignement et le secteur manufacturier.

Dans la région de l'Atlantique, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve sont les provinces qui affichent les gains d'emplois les plus importants depuis le début de l'année.

Depuis le début de l'année, toutes les provinces de l'Ouest ont enregistré une hausse de l'emploi, la Colombie-Britannique et l'Alberta arrivant en tête. En Colombie-Britannique, la plus forte création d'emplois a été observée dans les secteurs de la fabrication et de la construction, tandis qu'en Alberta, les gains ont été enregistrés dans tous les secteurs.

Croissance de l'emploi par province



*Il s'agit des données cumulatives pour l'année 2002 (janvier-août)
Source : Statistique Canada

D-4

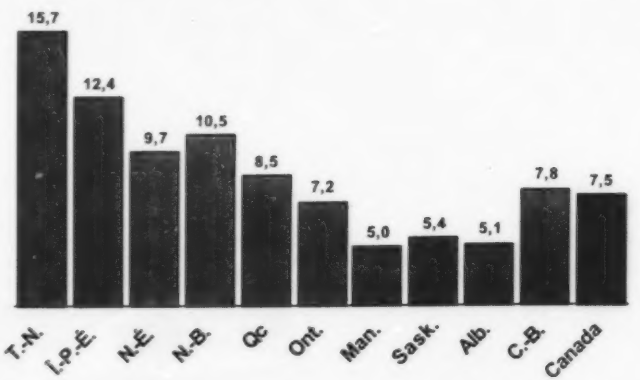
Le taux de chômage fléchit dans la plupart des provinces, surtout en Colombie-Britannique et au Québec

Depuis décembre, le taux de chômage s'est replié dans toutes les provinces, sauf au Manitoba (+0,4 point, pour se fixer à 5,0 %), en Ontario (+0,3 point, pour se fixer à 7,2 %) et en Alberta (inchangé à 5,1 %).

Les diminutions les plus importantes ont été enregistrées en Colombie-Britannique (-1,9 point de pourcentage, pour se fixer à 7,8 %), à Terre-Neuve (-1,3 point pour se fixer à 15,7 %), au Québec (-1,2 point pour se fixer à 8,5 %) et au Nouveau-Brunswick (-0,9 point pour se fixer à 10,5 %).

Taux de chômage : août 2002

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

Dans la plupart des industries, la production s'accroît au deuxième trimestre

La production des industries de biens a augmenté de 6,8 % (taux annuel) au deuxième trimestre de 2002. Il s'agit d'une deuxième hausse trimestrielle de suite.

- **La production du secteur manufacturier a poursuivi son ascension et rend compte d'environ 75 % de l'augmentation globale enregistrée dans les industries de biens. Tous les principaux groupes ont affiché des gains, le transport et les produits du bois arrivant en tête.**

- **La forte demande de nouveaux logements a stimulé la production de l'industrie de la construction, tandis que les industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière font état d'une baisse de production de 1,9 % en raison de la diminution des activités de forage et de montage.**

Au deuxième trimestre, la production s'est intensifiée de 3,7 % après avoir connu une hausse de 4,4 % au premier trimestre.

- **Les gains ont été assez bien répartis, les industries des arts, du divertissement et des loisirs, du commerce de gros ainsi que du transport et de l'entreposage affichant, pour leur part, une croissance notable.**

- **Seuls le commerce de détail et les administrations publiques ont subi des baisses.**

Dans l'ensemble, le PIB réel aux prix de base s'est accru de 4,7 % au deuxième trimestre après avoir progressé de 5,5 % au premier. Le redressement a été observé en grande partie en avril (0,8 %), puisque l'économie a ralenti sa cadence durant les deux mois suivants.

Croissance du PIB réel par industrie : T2-2002

* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises

** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques

*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

**** Sauf les administrations publiques

E-1

Source : Statistique Canada

Le redressement des bénéfices d'exploitation des entreprises se poursuit

À l'instar de la situation favorable de l'économie, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont augmenté de 10,7 % au deuxième trimestre de 2002, après avoir enregistré une avance semblable au premier trimestre. Les bénéfices sont ainsi revenus à leur niveau du deuxième trimestre de 2001, même s'ils restent inférieurs au sommet qu'ils avaient atteint au quatrième trimestre de 2000.

Les fabricants ont vu leurs bénéfices d'exploitation progresser pour un troisième trimestre d'affilée grâce à la vive croissance de l'industrie des véhicules automobiles. Par contre, les fabricants de produits électroniques ont subi des pertes pour la quatrième fois au cours des cinq derniers trimestres.

Malgré un bond de 59,7 %, les bénéfices de l'industrie des combustibles minéraux au deuxième trimestre restent inférieurs au sommet enregistré au début de 2001, soit 7,5 milliards de dollars.

Dans le secteur de la finance, les bénéfices se sont accrus de 6,8 %, grâce surtout aux avances enregistrées par l'industrie de l'intermédiation financière avec dépôt et autres intermédiaires financiers. Par contre, ils ont diminué dans d'autres catégories financières, notamment une baisse de 0,5 milliard dans l'industrie des fonds et autres instruments financiers, en raison des pertes réalisées sur les ventes de placements.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau T2-2002 (M$)	Différence T1-02-T2-02 (M$)	T1-02-T2-02 (En %)	T2-01-T2-02 (En %)
Total - Ensemble des industries	38 754	3 753	10,7	-0,2
Total - Non financier	30 458	3 227	11,9	2,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	349	3	0,9	-32,0
Combustibles minéraux	4 279	1 600	59,7	-22,8
Mines, sauf combustibles minéraux	344	-99	-22,3	-43,4
Services publics	856	-94	-9,9	37,2
Construction	849	232	37,6	-1,2
Industries manufacturières	9 895	569	6,1	1,5
Commerce de gros	2 646	249	10,4	10,1
Commerce de détail	2 353	248	11,8	44,3
Transport et entreposage	1 521	139	10,1	24,5
Ind. de l'information et ind. culturelle	1 926	-24	-1,2	11,8
Imm., location et location à bail	2 588	41	1,6	-1,4
Services professionnels et scientifiques	754	180	31,4	51,4
Gestion de sociétés	3 159	-89	-2,7	-11,5
Autres services aux entreprises	710	163	29,8	-14,7
Services d'enseignement	-48	10	-17,2	-18,6
Soins de santé et assistance sociale	380	12	3,3	16,6
Arts, spectacles et loisirs	92	-31	-25,2	8,2
Hébergement et restauration	636	-7	-1,1	36,8
Autres services	327	35	12,0	240,6
Total - Finance	8 296	525	6,8	-8,8
Intermédiation fin. (avec dépôt)	3 313	631	23,5	-20,9
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 263	-25	-1,9	-3,2
Assureurs	885	-285	-24,4	-13,3
Fonds et autres instruments fin.	1 737	-542	-23,8	-56,9
Autres intermédiaires financiers	2 835	204	7,8	9,8

Source : Statistique Canada

On prévoit une augmentation des dépenses en capital pour 2002

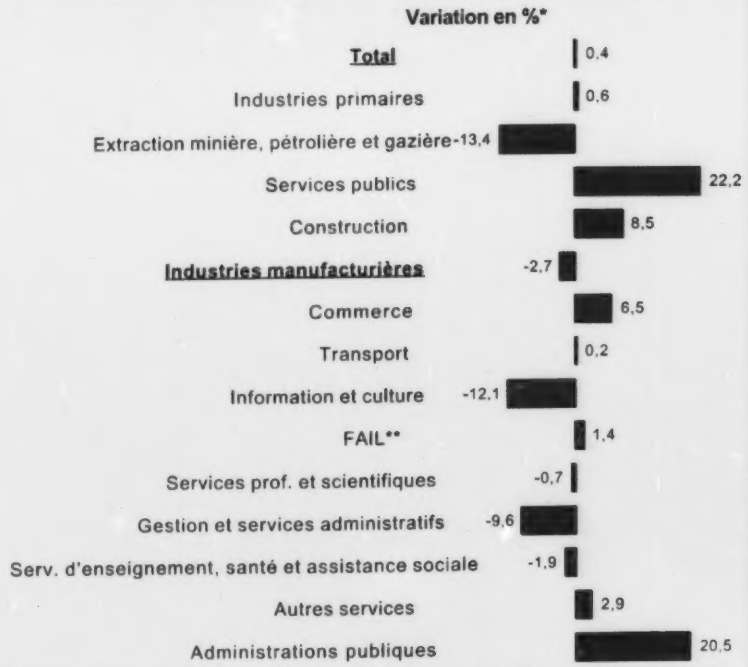
Grâce à l'amélioration de la conjoncture économique, les investissements dans les usines et le matériel devraient s'accroître de 0,4 % en 2002, comparativement à la baisse de 1,6 % prévue en février, selon l'enquête sur les investissements privés et publics menée en juillet.

- **Les révisions à la hausse touchent en grande partie les administrations publiques et le transport, en raison surtout des dépenses plus importantes consacrées à l'infrastructure dans l'industrie de la construction.**

On s'attend à ce que les investissements gouvernementaux (sauf la santé et l'enseignement) grimpent de 20,5 % en 2002. Les dépenses en capital des services publics devraient aussi connaître une forte croissance (+22,2 %), étant alimentées par les projets d'électricité.

En revanche, les investissements devraient diminuer de 13,4 % dans l'industrie de l'extraction du pétrole et du gaz, compte tenu de la baisse des prix du pétrole et du ralentissement des complétions de puits et des activités de forage. Les dépenses en capital devraient aussi fléchir considérablement (-12,1 %) dans l'industrie de l'information et de la culture.

Investissements privés et publics (usine et matériel), perspectives révisées de 2002, par industrie



* Comparaison entre les projets d'investissement pour 2002 et les chiffres réels préliminaires pour 2001

Nota . On entend par industries primaires : l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse; par commerce : le commerce de gros et de détail; par transport : l'entreposage; **FAIL représente la finance, les assurances et les services immobiliers ainsi que les services de location et de location à bail; les services professionnels et scientifiques comprennent les services techniques; la gestion et les services administratifs comprennent les services de gestion des déchets et les services d'assainissement; les autres services comprennent les arts, les spectacles et les loisirs, les services d'hébergement et de restauration.

Source : Enquête sur les investissements privés et publics - perspectives révisées de Statistique Canada

E-3

Depuis le début de 2002, le secteur manufacturier est à l'origine du plus grand nombre de nouveaux emplois...

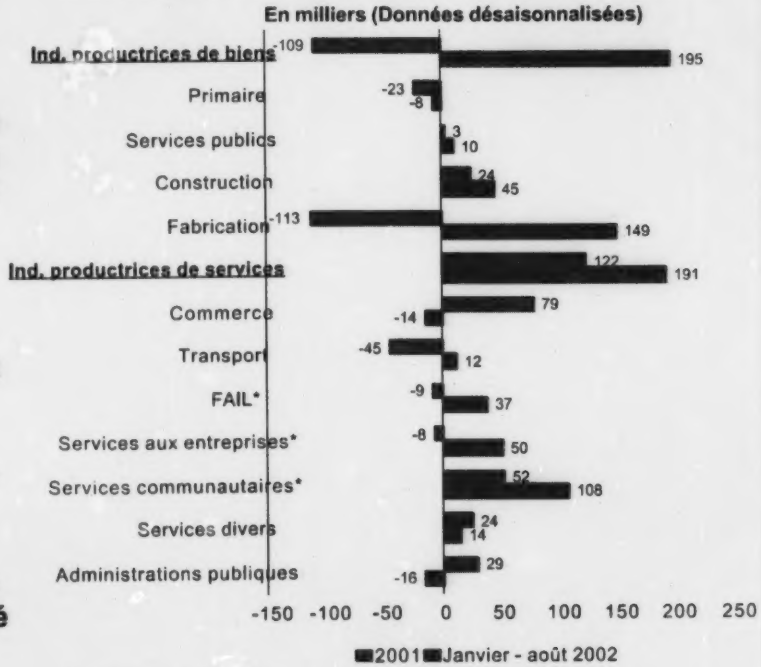
Pour les huit premiers mois de 2002, le secteur des biens a enregistré une hausse de 195 000 emplois, ce qui a plus que compensé les pertes subies en 2001.

- **Ces gains ont surtout été observés dans le secteur de la fabrication (+149 000) et de la construction (+45 000). Le seul secteur qui a réduit ses effectifs cette année est le secteur primaire (-23 000 emplois).**

Dans les industries de services, 191 000 emplois ont été créés depuis le début de l'année, par rapport à 122 000 en 2001.

- **Alors qu'en 2001, les nouveaux emplois se trouvaient surtout dans le commerce, les services communautaires et les administrations publiques, cette année, ils se trouvent surtout dans les soins de santé et l'assistance sociale, la finance, les assurances et les services immobiliers ainsi que l'information, la culture et les loisirs. Contrairement à l'an dernier, les administrations publiques et le commerce ont subi des pertes d'emplois cette année.**

Croissance de l'emploi par industrie



*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

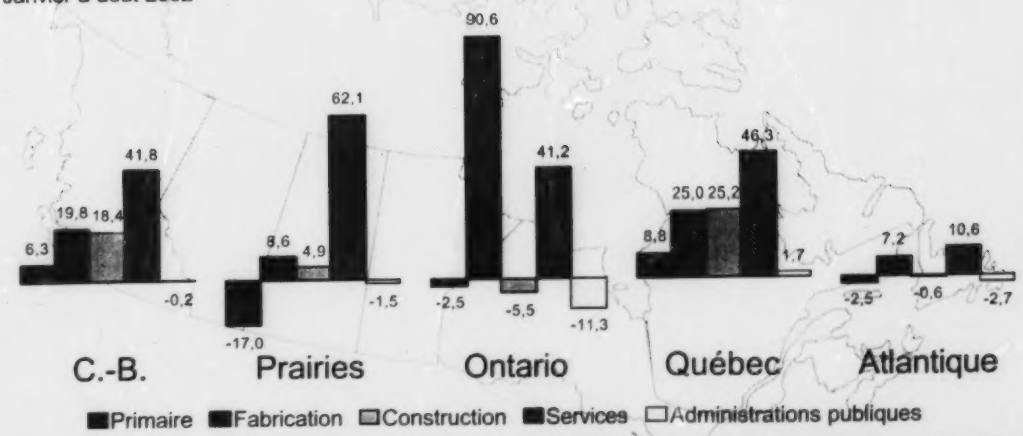
Source : Statistique Canada

E-4

...qui sont concentrés en Ontario et au Québec

Création d'emplois

En milliers
Données désaisonnalisées
Janvier à août 2002



En glissement annuel, l'emploi dans le secteur manufacturier a progressé dans toutes les régions du Canada. Les hausses les plus fortes ont été observées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Dans le secteur primaire, des reculs ont été notés dans toutes les régions, sauf au Québec et en Colombie-Britannique. La baisse la plus importante a été constatée dans les ressources naturelles de l'Alberta, où la diminution des prix de l'énergie tout au long de 2001 a ralenti les activités du secteur pétrolier et gazier.

Dans le secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru dans toutes les régions du pays. Les nouveaux emplois dans la construction ont surtout été observés au Québec et en Colombie-Britannique, alors que le nombre d'emplois a diminué dans les administrations publiques de toutes les régions, sauf celles du Québec.

Les règlements salariaux restent supérieurs au taux d'inflation dans toutes les industries

Au premier semestre de 2002, les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,7 %, soit un peu moins que la moyenne de 2001, mais 1,3 point de pourcentage de plus que la hausse de l'IPC.

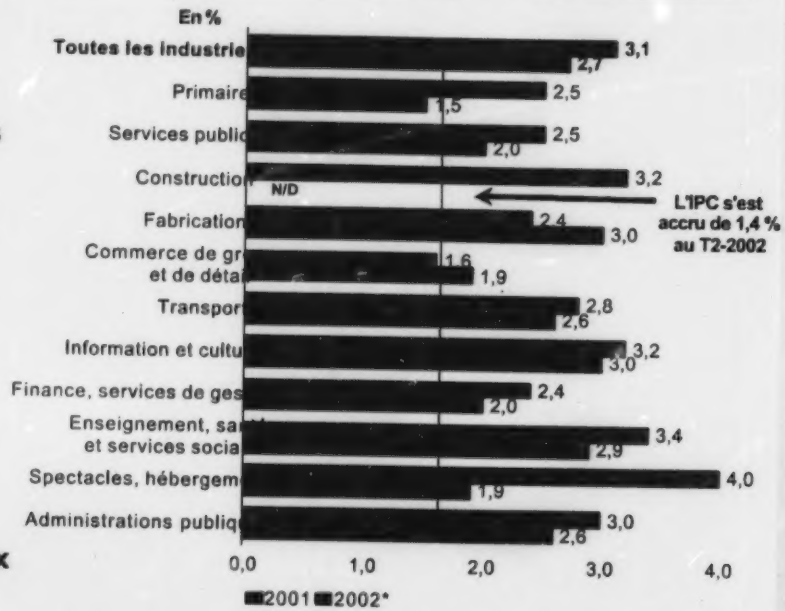
- **Les augmentations salariales ont été supérieures au taux d'inflation dans toutes les industries.**

- **Dans la foulée de l'essor de l'emploi, les règlements salariaux moyens les plus importants ont été observés dans les industries de la fabrication et de l'information et de la culture depuis le début de l'année.**

Pour la période janvier-juin, les règlements salariaux (+2,8 %) du secteur public ont été supérieurs de 0,5 point de pourcentage à ceux du secteur privé (+2,3 %).

Au deuxième trimestre, les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,7 %, soit légèrement sous le taux enregistré au premier trimestre (2,9 %).

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.
*Les données de 2002 reflètent les ententes conclues de janvier à juin.

Source : Développement des ressources humaines Canada

E-6

Le taux d'utilisation de la capacité augmente encore une fois au deuxième trimestre

Le taux d'utilisation de la capacité a progressé de 1,3 point de pourcentage pour se situer à 83,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une deuxième hausse trimestrielle, laquelle fait suite à cinq diminutions consécutives. Alors que le taux d'utilisation de la capacité s'est redressé par rapport au creux de 80,5 % enregistré au dernier trimestre de 2001, il reste inférieur au sommet atteint au troisième trimestre de 2000 (86,2 %).

La plupart des industries ont fait état d'un taux plus élevé de l'utilisation de la capacité au deuxième trimestre, notamment la foresterie et l'exploitation forestière ainsi que la fabrication. La production est montée en flèche dans la foresterie et l'exploitation forestière, les exportations vers les États-Unis s'étant intensifiées à la suite de la levée temporaire des droits sur le bois d'oeuvre. L'utilisation de la capacité a également été plus forte dans la construction, sous l'impulsion de la forte demande de maisons. L'extraction minière, pétrolière et gazière est la seule industrie à avoir enregistré une baisse du taux d'utilisation.

Dans le secteur manufacturier, 18 des 21 groupes ont augmenté leur production.

- **Des taux d'utilisation de la capacité sensiblement plus élevés ont été notés dans le matériel de transport, lequel a été stimulé par la forte demande nord-américaine de véhicules automobiles, ainsi que dans les produits du bois, qui ont profité de la suppression des droits sur le bois d'oeuvre entre le 22 avril et le 21 mai.**

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %) T2-2002	Variation (en %) T/T	Variation (en %) A/A	Moyenne sur 10 ans
Total - industries	83,2	1,3	-0,1	82,4
Foresterie et exploitation forestière	80,7	8,7	-3,6	82,5
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	74,0	-0,5	-4,8	79,0
Énergie électrique*	88,5	0,6	-0,3	83,6
Construction	90,8	0,5	1,2	83,1
Total - fabrication	82,7	1,8	0,9	83,0
Aliments	83,3	1,1	1,3	80,7
Boissons et produits du tabac	74,4	-0,4	-3,9	80,2
Textiles	80,8	1,9	1,4	80,8
Usines de textiles	81,5	1,0	0,2	83,1**
Usines de produits textiles	79,9	3,1	3,0	79,6**
Fabrication de vêtements	84,9	2,8	0,6	82,6
Produits en cuir et produits analogues	71,5	0,7	-3,3	74,3
Produits en bois	91,5	5,1	9,0	86,3
Papier	90,1	2,7	1,1	90,1
Impression et activités connexes de soutien	74,0	1,4	-1,4	77,9
Produits du pétrole et du charbon	96,8	0,9	2,8	91,9
Produits chimiques	80,7	2,5	0,9	82,1
Produits en caoutchouc et en plastique	87,6	3,3	6,7	83,4
Produits minéraux non métalliques	80,1	-0,4	1,0	77,2
Première transformation des métaux	89,3	1,0	1,8	89,7
Fabrication de produits métalliques	82,5	2,1	2,0	79,8
Machines	78,6	1,0	-1,4	80,2
Produits informatiques et électroniques	66,9	1,0	-7,6	79,8
Matériel électrique	67,9	1,2	-10,1	82,9
Matériel de transport	90,5	2,3	5,0	84,6
Meubles et de produits connexes	73,5	-0,5	-7,5	80,1
Activités diverses de fabrication	81,8	3,2	1,5	81,8

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique
** Selon les données disponibles entre le T1 de 1997 et le T2 de 2002

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Productivité et compétitivité

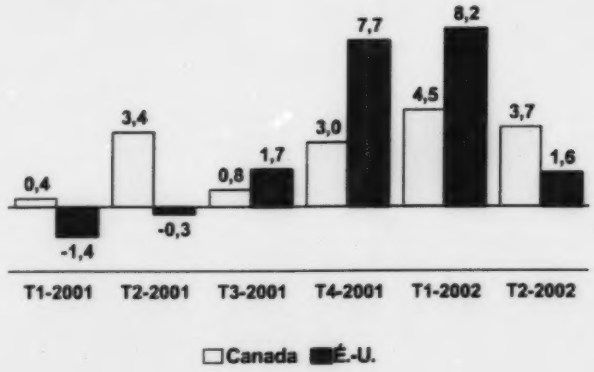
Le Canada surpasse les États-Unis pour ce qui est de la croissance de la productivité au deuxième trimestre...

Au Canada, la productivité du travail a avancé de 3,7 % (taux annuel) au deuxième trimestre, comparativement à 4,5 % au premier trimestre.

- **Aux États-Unis, la croissance de la productivité du travail a ralenti davantage, se situant à 1,6 % au deuxième trimestre par rapport à 8,2 % au premier.**

- **Cependant, en moyenne, la productivité du travail a progressé plus lentement au Canada qu'aux États-Unis aux deux premiers trimestres. C'est ainsi que l'écart de productivité entre les deux pays s'est de nouveau creusé en 2002.**

Croissance de la productivité



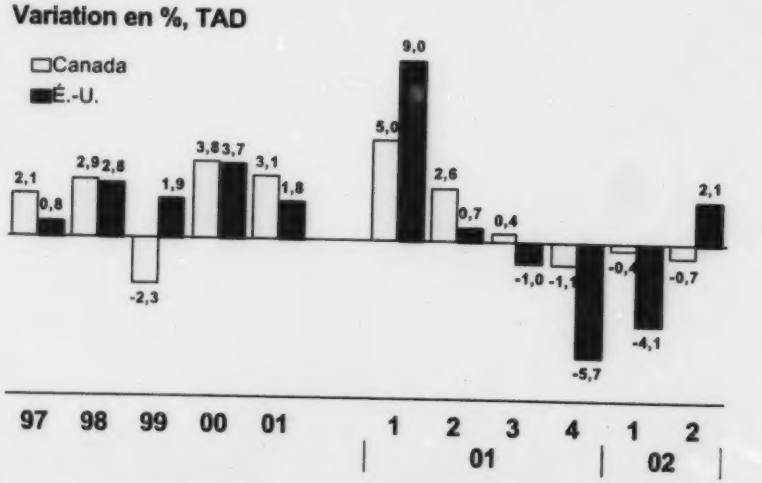
Source : Calculs d'Industrie Canada

...et celle des coûts unitaires de main-d'oeuvre...

Après avoir fléchi de 0,4 % au premier trimestre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre du secteur des entreprises ont perdu 0,7 % (taux annuel) au deuxième trimestre.

Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 2,1 % (taux annuel) au deuxième trimestre après avoir reculé de 4,1 % au premier.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises
Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

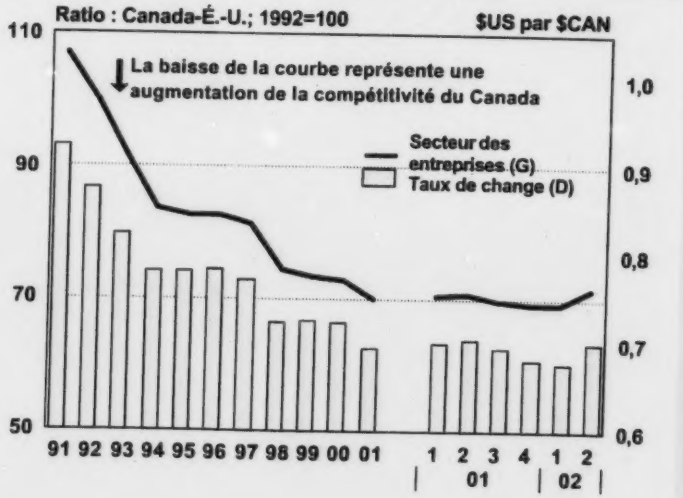
F-2

...mais sa compétitivité diminue avec le redressement du dollar

Au deuxième trimestre, la compétitivité des entreprises canadiennes par rapport à celle des entreprises américaines a diminué pour la première fois depuis la même période en 2001. Selon une devise commune ($US), les coûts unitaires de main-d'œuvre se sont accrus de 14,9 % au Canada (taux annuel) et de 2,1 % seulement aux États-Unis.

- **Cette situation s'explique surtout par le redressement du dollar canadien, qui est passé de 63 cents US au premier trimestre à 65 cents US au deuxième, soit une hausse annualisée de 13,3 %.**

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

Comptes internationaux

Au deuxième trimestre, l'excédent au compte courant s'atténue...

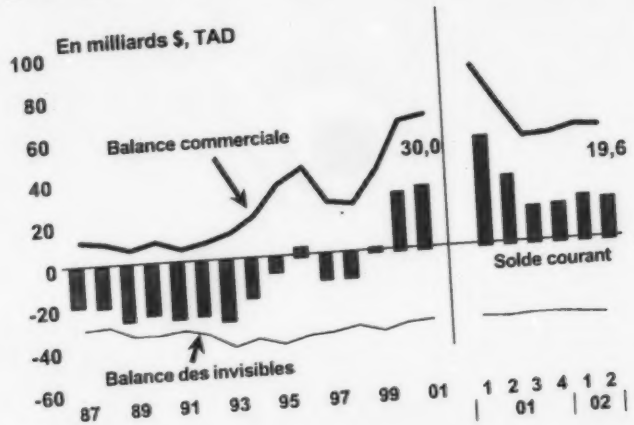
Au deuxième trimestre, l'excédent au compte courant du Canada a reculé de 0,4 milliard de dollars pour s'établir à 4,9 milliards (19,6 milliards, taux annuel). Toutefois, c'est le dixième trimestre de suite où l'excédent est supérieur à 4,0 milliards de dollars, niveau jamais atteint avant 2000. La baisse de l'excédent au chapitre du commerce de biens et services est responsable de la majeure partie du repli.

Du côté du compte capital et du compte financier, au deuxième trimestre, les Canadiens ont investi 11,8 milliards de dollars à l'étranger, tandis que les étrangers ont investi 11,5 milliards au Canada.

- **À 8,3 milliards de dollars, les investissements directs du Canada à l'étranger ont été supérieurs de 1,7 milliard à ceux enregistrés au premier trimestre. La moitié de cette somme a été consacrée à l'acquisition d'entreprises existantes. La majorité des investissements ont été destinés à l'Europe et aux États-Unis.**

- **Les investissements directs étrangers au Canada se sont élevés à 7,9 milliards de dollars, en baisse de 9,4 milliards par rapport au premier trimestre, les acquisitions d'entreprises canadiennes tombant à leur plus bas niveau depuis cinq trimestres.**

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

G-1

...en grande partie à cause de la baisse de l'excédent au chapitre du commerce de biens et services...

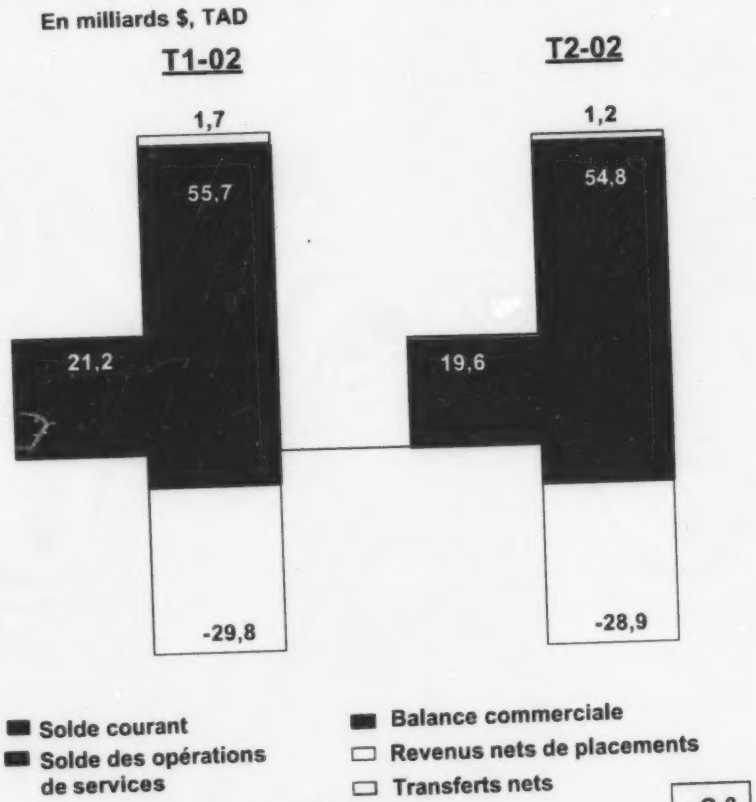
L'excédent au chapitre du commerce de marchandises a reculé de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 13,7 milliards (54,8 milliards, taux annuel) au deuxième trimestre, étant donné que les importations ont augmenté davantage que les exportations.

- **L'excédent relatif au commerce de biens du Canada avec les États-Unis s'est redressé pour un deuxième trimestre de suite, en raison surtout de la hausse des prix de l'énergie. Toutefois, cette augmentation a été plus que compensée par le déficit plus important du commerce avec l'Union européenne.**

Le déficit relatif aux services est passé de 1,6 milliard de dollars au premier trimestre à 1,9 milliard (7,5 milliards, taux annuel) au deuxième trimestre, à cause surtout du déficit plus important au titre des voyages.

Toutefois, le déficit au chapitre des revenus de placements a diminué, grâce aux bénéfices provenant des investissements directs du Canada à l'étranger qui ont inversé la tendance baissière des trois trimestres précédents.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

G-2

...attribuable à la croissance des exportations qui est moins importante...

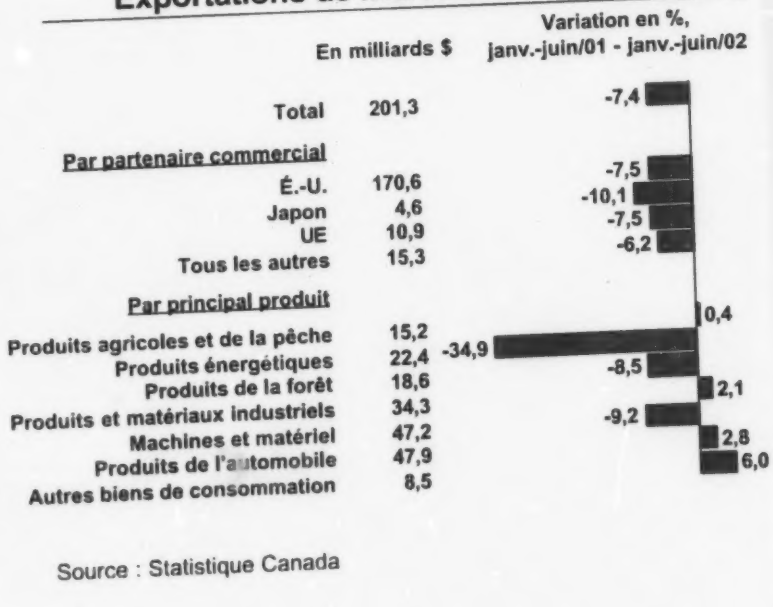
Les exportations de marchandises ont avancé de 2,3 % au deuxième trimestre, après avoir gagné 2,9 % au premier trimestre.

Malgré la hausse enregistrée aux deux derniers trimestres, les exportations totales pour les six premiers mois de l'année sont inférieures à ce qu'elles étaient à la même période en 2001.

- **La diminution des exportations est généralisée, notamment de 10,1 % pour les exportations vers le Japon et de 7,5 % pour les exportations vers les États-Unis et l'Union européenne.**

- **Les exportations de produits énergétiques se sont repliées (-34,9 %), en raison surtout de la baisse marquée des prix, tout comme celles des machines et du matériel (-9,2 %) et des produits forestiers (-8,5 %). Cependant, les exportations de produits automobiles et d'autres biens de consommation ont progressé, à la faveur du redressement de la demande des consommateurs américains.**

Exportations de marchandises, T2-2002



Source : Statistique Canada

G-3

...que celle des importations

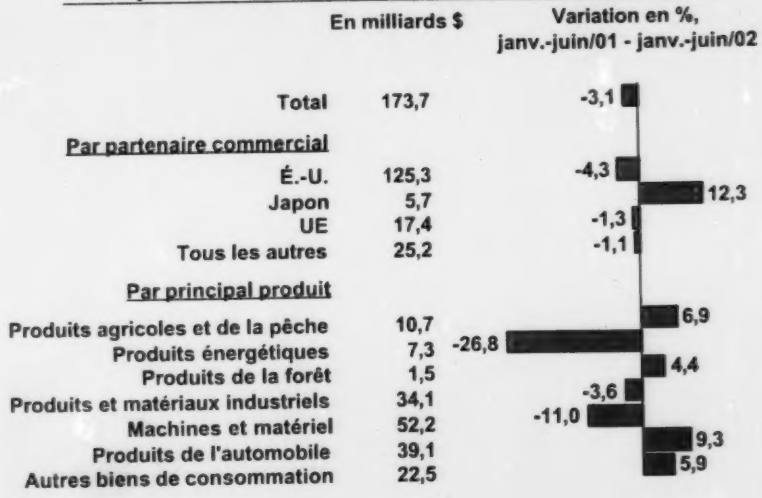
Au deuxième trimestre de 2002, les importations de marchandises se sont accrues de 2,9 %, après avoir gagné 2,2 % au premier trimestre.

Malgré la hausse enregistrée aux deux trimestres précédents, les importations totales pour les six premiers mois de l'année sont inférieures à ce qu'elles étaient à la même période en 2001.

- **Les importations provenant de tous nos grands partenaires commerciaux ont diminué, à l'exception de celles du Japon qui ont augmenté de 12,3 %.**

- **On note une diminution des importations de produits énergétiques (-26,8 %), de machines et matériel (-11,0 %) et de biens industriels (-3,6 %). Par contre, dans la foulée du redressement de la demande intérieure, une hausse notable a été observée dans les importations de biens de consommation et de produits automobiles.**

Importations de marchandises, T2-2002



Source : Statistique Canada

G-4

Scène canadienne

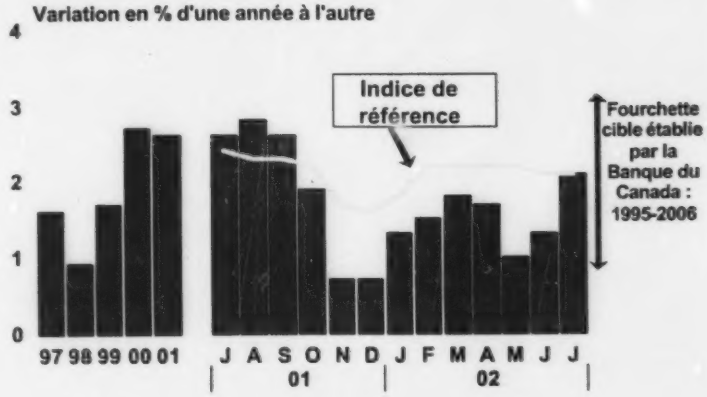
Mouvements des prix

L'IPC global a augmenté ces derniers mois, mais l'inflation selon l'indice de référence reste maîtrisée...

Mesuré d'une année à l'autre, le taux d'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) a progressé, passant d'un creux de 1,0 % en mai à 2,1 % en juillet.

En juillet, l'inflation mesurée par l'indice de référence, lequel exclut les composantes les plus volatiles de l'IPC global et l'incidence des impôts indirects et sert de cible aux fins de la politique monétaire, s'est fixée à 2,1 % en juillet, soit le même taux qu'en juin. L'inflation selon l'indice de référence s'établit en moyenne à 2,1 % depuis le début de l'année, soit près du point médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).

Indice des prix à la consommation



En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également décidé d'adopter une mesure plus fine de l'inflation tendancielle, établie selon l'indice de référence.
Les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que les impôts indirects sont dorénavant exclus de l'indice de référence.

Source : Statistique Canada et Banque du Canada

...ce qui témoigne de la pression à la hausse provenant de l'augmentation des prix des cigarettes et de la fin de la tendance baissière des prix de l'essence

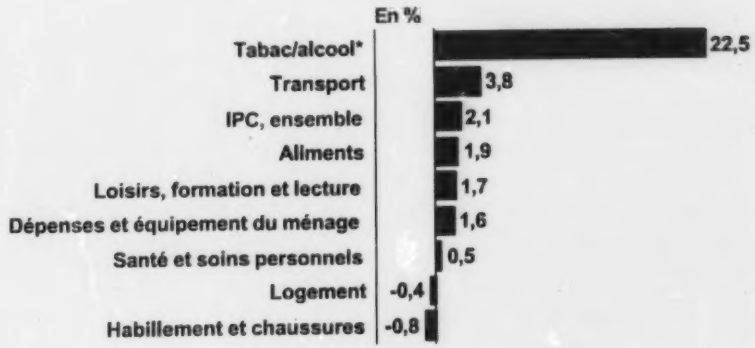
D'une année à l'autre, l'inflation s'est fixée à 2,1 % en juillet, soit une hausse par rapport à 1,3 % en juin.

- **Après une année de déflation, les prix de l'essence ont gagné 5,0 % en juillet, ce qui a fait grimper l'IPC global. Ont aussi contribué à cette majoration, la hausse des prix des cigarettes, attribuable aux taxes fédérale et provinciales, et celle des prix de l'électricité.**

À l'exception des prix des aliments et de l'énergie, les prix à la consommation ont augmenté, passant d'un creux de 1,6 % en décembre à 2,9 % en juillet.

Composantes de l'IPC : juillet 2002

Variation des prix d'une année à l'autre



* Les majorations de taxes sur les ventes de cigarettes qui sont entrées en vigueur en novembre et depuis février ont fait grimper l'indice des prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées. En raison de ces majorations, la hausse de l'indice s'établie en moyenne à 14,9 % depuis novembre.

Source : Statistique Canada

Les prix à la production modèrent alors que les prix des matières premières augmentent

En juillet, les prix des produits industriels — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — ont diminué de 0,3 %, en glissement annuel. Il s'agit de la plus faible baisse en dix mois.

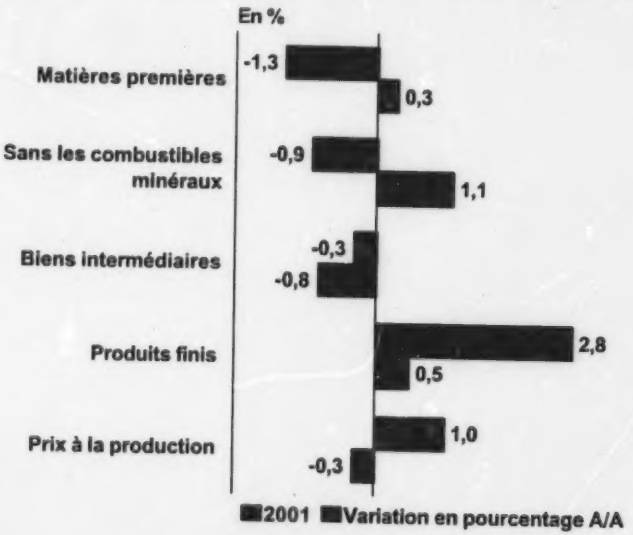
- **Les prix des produits du pétrole et du charbon ainsi que les prix des métaux de première fabrication suivent une trajectoire ascendante depuis la fin de 2001, ce qui exerce une pression à la hausse sur les prix des fabricants.**

- **La chute des prix des produits du bois, ces derniers mois, a eu pour effet d'atténuer cette avance.**

D'une année à l'autre, les prix des matières premières ont progressé de 0,3 % en juillet, ce qui a mis fin à 11 mois de recul.

- **Les prix des matières premières se sont accrus de près de 14 % par rapport aux creux observés en décembre dernier, sous l'impulsion du redressement des prix du pétrole brut et de la hausse des prix des métaux non ferreux, tels que le nickel et les métaux précieux.**

Chaîne de prix - juillet 2002



Source : Statistique Canada

H-3

Scène canadienne

Finances publiques

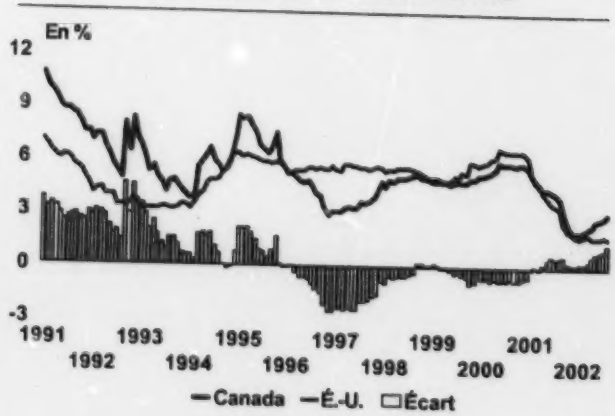
Les autorités monétaires nord-américaines décident de ne pas resserrer le crédit

Le 4 septembre, la Banque du Canada a maintenu à 2,75 % son taux cible du financement à un jour après l'avoir augmenté trois fois depuis avril. Pour motiver sa décision, la Banque a invoqué l'assombrissement des perspectives de croissance à court terme pour les États-Unis et certains pays d'outre-mer ainsi que la plus grande « incertitude associée à la volatilité des marchés financiers mondiaux et à la conjoncture géopolitique ».

En raison de la mollesse de la relance économique aux États-Unis, la Réserve fédérale n'est pas intervenue, et le taux des fonds fédéraux est resté à 1,75 % en août. La Réserve fédérale a toutefois évoqué la possibilité de réduire plus tard les taux si l'économie continue de s'affaiblir.

Compte tenu de ces événements, les taux sur les marchés monétaires au Canada ont poursuivi leur tendance à la hausse, engagée depuis quelques mois, alors qu'aux États-Unis, ils sont restés plutôt stables.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 28 août 2002

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

Prochaines dates d'établissement du taux directeur au Canada

2002:	16 octobre	3 décembre
2003:	21 janvier	15 juillet
	4 mars	3 septembre
	15 avril	15 octobre
	3 juin	2 décembre

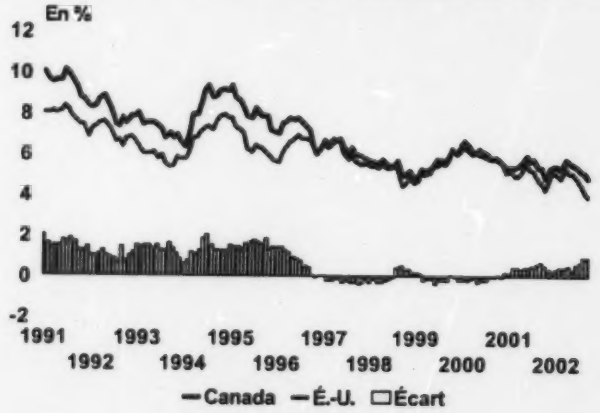
Les rendements des obligations à long terme continuent de reculer...

Les taux d'intérêt à long terme en Amérique du Nord ont considérablement baissé depuis le sommet qu'ils avaient atteint en mars dernier.

Ce déclin, qui fait suite à la faiblesse de plus en plus évidente de la relance économique aux États-Unis, a été aggravé par le transfert de capitaux d'investissement dans des titres de l'État en raison des preuves de plus en plus accablantes de scandales relatifs aux pratiques comptables des entreprises.

Comme le rendement des obligations canadiennes à 10 ans n'a pas reculé autant que celui de son pendant américain, l'écart s'est creusé en août pour atteindre 92 points de base, soit l'écart le plus important depuis la moitié de l'année 1996.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 4 septembre 2002

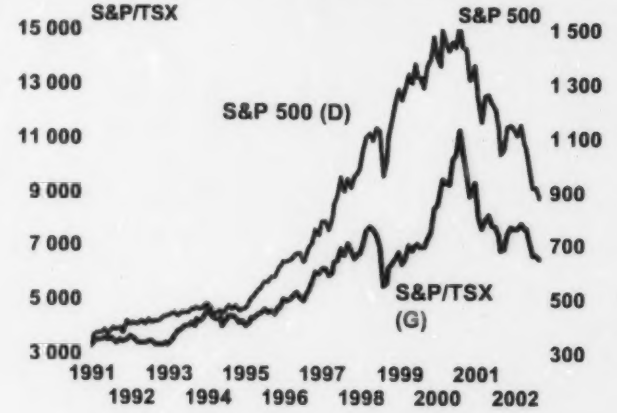
Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

...les investisseurs inquiets au sujet des scandales et des perspectives de bénéfices des entreprises délaissant les marchés des actions

En juillet, le repli des principaux marchés boursiers nord-américains à leur plus bas niveau en plus de quatre ans s'explique par la liquidation d'actions en faveur d'obligations et d'autres catégories d'avoirs, provoquée par l'incertitude entourant la fiabilité des rapports et le redressement des bénéfices des entreprises. Les marchés boursiers sont restés volatiles par la suite.

- **Le 13 septembre, l'indice S&P/TSX avait perdu 18 % par rapport au sommet atteint en mars, et l'indice S&P 500, 24 %. Ce dernier était d'ailleurs inférieur de plus de 5 % aux creux enregistrés après le 11 septembre 2001.**

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 5 septembre 2002

Le 1er mai, le plus important indice boursier du Canada a été renommé Standard & Poor/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX).

Source : Statistique Canada

La plus grande volatilité des marchés mondiaux pèse lourd sur le dollar canadien

Le dollar canadien a chuté en juillet, perdant presque tout le terrain qu'il avait gagné au deuxième trimestre. Il s'est quelque peu redressé par la suite, et il oscille autour des 64 cents US depuis quelques semaines.

- **Les craintes d'un débordement de l'atonie de l'économie américaine sur l'économie canadienne, conjuguées à l'inquiétude qui règne sur les marchés financiers, ont porté un dur coup au dollar canadien en juillet.**

- **Dernièrement, toutefois, notre devise a profité des meilleurs résultats économiques et des taux d'intérêt plus élevés au Canada qu'aux États-Unis.**

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 4 septembre 2002

Source : Banque du Canada

Scène canadienne

Finances publiques

La situation budgétaire fédérale laisse présager un cinquième excédent de suite

Selon le discours prononcé par le ministre des Finances devant le Comité des finances en juin dernier, le gouvernement fédéral dégagera un cinquième excédent consécutif en 2001-2002. Le Ministre a déclaré : « Nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que, une fois effectués les rajustements de fin d'exercice (non encore disponibles), l'excédent atteigne environ 6 milliards de dollars pour 2001-2002. »

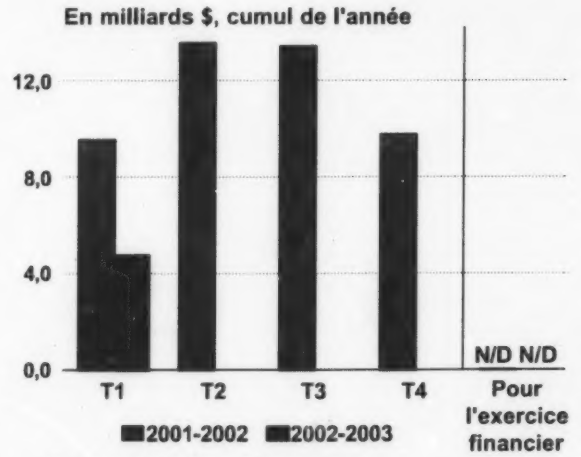
- **Depuis 1997-1998, plus de 41 milliards de dollars ont été affectés au remboursement de la dette publique. La dette publique nette fédérale correspond en 2001-2002 à environ 50 % du PIB, par rapport au sommet de 71 % enregistré en 1995-1996.**

L'excédent pour le premier trimestre de l'exercice 2002-2003 a été estimé à 4,8 milliards de dollars, comparativement à 9,6 milliards pour la même période l'an dernier.

- **Cette diminution est attribuable à la baisse des recettes budgétaires découlant d'événements qui ont eu une incidence sur les paiements d'impôt sur le revenu que les particuliers ont faits pour l'année d'imposition 2001.**

Outre la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador, les provinces prévoient avoir soit un budget équilibré, soit un excédent pour 2002-2003.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :

Hossein Rostami
Directeur
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, pièce 540G
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

par courrier électronique : **rostami.hossein@ic.gc.ca**
par téléphone : **(613) 995-8452**
ou par fax : **(613) 952-1936**

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique. Le présent rapport a été préparé à l'aide de données qui étaient disponibles le 13 septembre 2002.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Marianne Blais, Jenness Cawthray, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, Patrick Taylor et Jeff Waring sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-2618